



**AMBASSADE DE FRANCE EN BOLIVIE
SERVICE ÉCONOMIQUE POUR LE PÉROU ET LA BOLIVIE**

**La Bolivie, un pays d'opportunités
pour l'eau/assainissement et les énergies renouvelables**

I. La Bolivie, un marché dynamique avec des priorités sectorielles soutenues par les bailleurs internationaux

Economie andine enclavée, la Bolivie a vu son PIB tripler en dix ans pour dépasser **35,4 Mds USD en 2017**. Avec **10,9 millions d'habitants**, soit **7 248 USD par habitant (PPA)**, la Bolivie se place bas de la liste des pays de la région, mais reste **l'un des plus dynamiques** : le niveau de pauvreté est passé de 60 à 39% entre 2005 et 2015 et l'indice de Gini a tombé de 0,60 à 0,42 en 10 ans.

Depuis 2014, la Bolivie présente l'un des taux de croissance le plus fort et régulier d'Amérique du Sud (au-dessus de +4%/an ; **+4,3% en 2016 et estimation de +4,2% en 2017**).

Le volontarisme du Président Morales en matière de **lutte contre le changement climatique** entraîne la Bolivie à renforcer son programme d'infrastructures dans certains **secteurs prioritaires : transports, eau/assainissement, énergie**.

Ainsi, le pays **offre un champ d'intervention large pour les acteurs de l'aide au développement**, d'autant plus que la dégradation progressive des finances publiques limite les financements sur budget national et plaide pour un recours plus important encore aux banques de développement. Les **bailleurs internationaux sont positionnés principalement sur ces mêmes secteurs de l'eau / l'assainissement, de l'énergie et des transports** : la BID, de loin la plus présente sur ces secteurs, finance actuellement 23 projets (+ 1 en préparation), pour 522 MUSD ; la Banque Mondiale, 1 projet à hauteur de 50 MUSD et en prépare 3 pour 275 MUSD ; la CAF 2 projets (170 MUSD) ; et la KfW 1 projet (8,8 MUSD).

L'importance des bailleurs dans ces projets n'est pas restreinte au financement, mais incorpore aussi de **l'assistance technique et des principes d'appels d'offres clairement établis**, garantissant plus d'efficacité et de transparence.

La prépondérance du politique sur l'économique est telle que **la perspective des élections présidentielles de décembre 2019** suffit à dessiner, à elle seule, l'horizon économique pour les deux années à venir : l'ensemble des observateurs estiment que, indépendamment des données extérieures (cours des matières premières, évolutions monétaires des pays partenaires, etc.) et quel qu'en soit l'impact à moyen terme sur les finances publiques, **tout sera fait par le gouvernement actuel pour garantir encore deux années de forte croissance**, en particulier grâce à la **réalisation de nombreux projets à impact social**, notamment ceux financés par l'Aide publique au développement.

II. L'AFD, un bailleur nouvellement arrivé et en pleine expansion

L'AFD a démarré son activité en Bolivie en août 2015 et s'est vue confier par les autorités la responsabilité de financer des projets dans **les secteurs des énergies renouvelables et de l'eau/assainissement**.

Un premier prêt de 60 MEUR a été signé en **février 2016** pour la construction d'une **centrale photovoltaïque** à Oruro d'une capacité de 50 MW dont les travaux vont démarrer prochainement. Un deuxième prêt de **66 MEUR** a été signé en **juillet 2017** pour le financement de deux **centrales éoliennes** à Warnes (près de Santa Cruz ; 21 MW) et à La Ventolera (Tarija ; 24 MW). **En octobre 2017** ont été signés un prêt budgétaire de **102 MEUR** pour améliorer la **gouvernance de la ressource en eau** ainsi qu'un prêt pour un programme de construction de **stations de traitement des eaux usées** à Cochabamba pour un montant de **41,6 MEUR**.

A l'horizon 2019, l'AFD vise un montant total de financements à hauteur de **700 M EUR** avec des projets emblématiques tels que le **programme d'assainissement du lac Titicaca** ou le **projet de barrage de Banda Azul**.

III. Des besoins énormes en infrastructures dans l'eau / assainissement : 15% des Boliviens sans accès à l'eau potable et 43% sans accès à un réseau d'assainissement

La Bolivie est un des 20 pays ayant la plus grande disponibilité de ressources hydriques au monde, mais est – avec Haïti – celui ayant le plus de problèmes liés à l'eau en Amérique Latine et les Caraïbes. La couverture des services d'approvisionnement est en effet loin d'être totale: **15% des boliviens n'ont pas accès à l'eau potable et 43% n'ont pas accès à un réseau d'assainissement**.

Depuis la Nouvelle Constitution de 2009, **l'eau est un droit universel pour la population**. Ainsi, entre 2012 et 2016, **l'investissement public exécuté dans ce secteur a augmenté de 150%** par rapport aux cinq années précédentes (**184 MUSD en 2016**). Dans ce cadre du **Plan de Développement Economique et Social 2016-2020**, qui structure les investissements publics de l'état bolivien, sont visés **des objectifs ambitieux**, autant en zones urbaines (95% accès eau potable ; 70% accès assainissement) que rurales (80% accès eau salubre ; 60% accès assainissement), pour un **investissement total de 2 Mds USD**.

La Constitution a également **interdit la privatisation des services d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau** : la question de la participation étrangère dans le secteur a notamment fait l'objet de controverses lors de la « Guerre de l'Eau » (janvier/avril 2000), en raison d'une hausse des tarifs dans le cadre d'une privatisation de ces services. Néanmoins, le secteur reste largement ouvert aux entreprises privées et étrangères dans de nombreux domaines : **conseil, planification, design, exécution et supervision des travaux**. Les projets publics donnent lieu à appels d'offres, où de nombreuses entreprises étrangères – notamment des **pays de la région, mais aussi allemandes, espagnoles et chinoises** – participent en travaillant en consortium avec les entreprises locales, en apportant comme valeur ajoutée des technologies et des solutions innovantes.

IV. Un pays qui a pour cible une production électrique à 70% d'origine renouvelable

La puissance électrique installée en Bolivie est de **1,9 GW** et sa production annuelle a été de **8 763 GWh** en 2016.

Aujourd'hui, celle-ci dépend encore très fortement d'une seule ressource énergétique : **70% de la production d'électricité** en Bolivie est issue du **gaz**, ressource par ailleurs clé à l'export. Le reste de l'offre est constitué à **29% par l'hydroélectricité** et seulement **1% par les énergies renouvelables** tels la biomasse, l'éolien et le solaire. La Bolivie ne dispose actuellement que d'une centrale photovoltaïque, à Cobija (5 MW) et d'un parc éolien à Qollpana (27 MW). Par ailleurs, le système interconnecté national (SIN) **couvre seulement 67 % des besoins en zone rurale**, ce qui représente **l'exclusion de 400 000 ménages de ce réseau**.

La Bolivie se caractérise par un **fort potentiel en énergies renouvelables** : l'OLADE (Organisation Latino-américaine de l'Energie) estime que son **potentiel hydraulique énergétique** pourrait atteindre les 180 000 GWh ; **l'énergie solaire** dispose également de conditions optimales du fait de la proximité géographique du pays à la ligne d'équateur et les plus de 3000 m d'altitude de la Cordillère des Andes.

Aussi, et compte tenu de l'importance structurelle du gaz dans les exportations boliviennes, le « Plan de développement énergétique 2008-2027 » du Ministère des hydrocarbures et des énergies, vise naturellement la **diversification et sécurisation de la production énergétique nationale**. Il s'articule autour d'un approvisionnement électrique sécurisé, durable et à moindre coût pour la population dans le cadre d'une politique **d'accès universel à l'électricité d'ici 2025**.

Le gouvernement bolivien vise plus précisément **une production électrique à 70 % d'origine renouvelable**, avec pour premier horizon **550 MW d'énergies renouvelables installées dès 2020** : 148 MW d'énergie éolienne (dont 45 MW pour les projets financés par l'AFD) ; 173 MW de solaire (dont 50 MW pour le projet d'Oruro financé par l'AFD) ; 40 MW de biomasse ; et 55 MW de géothermie.